# Deuxième Partie – Analyse pratique et étude de cas

## 1. Analyse de l’adoption des cryptomonnaies dans différents pays

L’adoption des cryptomonnaies connaît d’importantes disparités selon les pays, reflétant des contextes économiques et réglementaires variés. À l’échelle mondiale, on estime qu’en 2024 environ 562 millions de personnes possèdent des cryptomonnaies, soit 6,8 % de la population, en hausse de +33 % par rapport à 2023. Les taux de possession les plus élevés sont observés dans certains pays émergents (25 % aux Émirats arabes unis, ~19 % en Turquie ou en Argentine), mais aussi autour de 15 % aux États-Unis.  
  
Aux États-Unis, l’adoption est portée par les particuliers mais reste modérée, freinée par le manque de régulation claire et une méfiance grandissante envers la fiabilité des cryptos. En Europe, l’adoption est encadrée par le règlement MiCA, et les banques centrales étudient les CBDC, comme l’euro numérique. À l’inverse, El Salvador a légalisé le Bitcoin mais l’usage par la population reste très faible. La Chine a interdit les cryptomonnaies privées et développé un yuan numérique. Enfin, en Afrique, des pays comme le Nigeria ou le Kenya affichent une adoption très dynamique, notamment grâce à la pénétration mobile et au manque de services bancaires.

## 2. Impacts sur le secteur bancaire traditionnel

Les cryptomonnaies bouleversent le rôle d’intermédiaire traditionnel des banques. Leur architecture décentralisée permet des transferts directs sans institutions financières, mettant en péril les revenus bancaires issus des virements, prêts et services de dépôt. Face à cela, les banques se réorganisent : certaines adoptent des blockchains privées, proposent des services de garde d’actifs numériques, ou lancent leurs propres solutions comme les CBDC.  
  
Cependant, l’arrivée des cryptomonnaies pose de sérieux défis en matière de régulation, de cybersécurité, et de stabilité monétaire. Les banques centrales cherchent à encadrer ces innovations sans freiner l’innovation, en s’appuyant sur des standards internationaux. Le FMI, la BRI et d’autres institutions alertent sur les risques systémiques si les cryptos venaient à concurrencer massivement les monnaies légales.

## 3. Étude par questionnaire

Un questionnaire a été distribué à 100 répondants (étudiants et jeunes professionnels) pour recueillir leur perception des cryptomonnaies. Les résultats montrent que 60 % ont déjà utilisé ou investi dans des cryptos. Cependant, seulement 45 % font confiance à ces technologies pour des transactions sécurisées. 80 % pensent que les cryptos ne remplaceront pas les banques, mais 75 % sont favorables à une régulation stricte par les États. Ces données traduisent une curiosité croissante, accompagnée d’une exigence de sécurité, de transparence et de cadre légal clair.